

Environ 5.000 enseignants manifestent à Paris contre les réformes Blanquer

Paris, 18 mai 2019 (AFP) -

Environ 5.000 enseignants ont manifesté samedi à Paris pour protester contre les réformes de Jean-Michel Blanquer, accusé de mener une "politique de destruction de l'éducation nationale".

"Pas de bac poubelle", "Défendons l'éducation, bloquons Blanquer", "Réformes Blanquer = réformes inégalitaires", pouvait-on lire sur des banderoles.

A l'appel de plusieurs syndicats, des enseignants venus de toute l'Ile-de-France, de Marseille, Montpellier ou de l'est de la France ont défilé principalement contre la loi sur l'école de la confiance ou la réforme du bac.

Environ 5.600 personnes ont manifesté selon le cabinet Occurence qui a effectué un comptage pour un groupe de médias dont l'AFP. La préfecture de police a elle dénombré 4.600 manifestants.

Plusieurs manifestants portaient du scotch sur les lèvres pour dénoncer l'article 1er de la loi "pour une école de la confiance" qui fixe un devoir d'exemplarité du personnel éducatif. "Cela sonne comme un rappel à l'ordre" pour Sabine Baudry, professeur des écoles à Villerupt (Meurthe-et-Moselle). "C'est une restriction de notre liberté d'expression", a-t-elle dénoncé.

Le Sénat se prononcera mardi par un vote solennel sur ce projet de loi, déjà adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. Le texte doit ensuite être examiné lors d'une commission mixte paritaire (CMP) qui pourra encore modifier ou supprimer des dispositions.

L'abaissement de six à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire, mesure phare du texte, revient à faire "un cadeau aux écoles privées", pour un enseignant d'Ars-Laquenexy (Moselle) qui tient à rester anonyme. "Elles vont être encore davantage subventionnées", a-t-il dénoncé.

Vendredi soir, le Sénat a supprimé la disposition contestée sur un regroupement des classes d'un collège et d'une ou plusieurs écoles au sein d'un nouveau type d'établissement "des savoirs fondamentaux". Mais dans la manifestation, de nombreux enseignants s'inquiétaient encore que le directeur d'école puisse être "rattaché" au principal du collège.

Autre sujet de préoccupation: la réforme du lycée et du bac. "C'est la sélection à tous les niveaux, la mise en concurrence des élèves, des établissements, des territoires", a dénoncé François Mailloux, professeur au lycée Condorcet à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Il s'inquiète du "bac local": "40% des épreuves du bac se feront dans l'établissement. (...) Il y aura donc un préjugé territorial, en particulier pour les lycées, comme nous, de Seine-Saint-Denis".

"L'Etat français n'investit pas assez dans l'éducation. Des moyens, voilà ce que nous voulons", ont également scandé des manifestants.

ctx-grd/jt/

Afp le 18 mai 19 à 17 58.